

LA LETTRE DU HERRISSON

BIMENSUEL N° 15—1er JAN 85

sommaire

FORMATION FFSPN	P. 2
EDITORIAL	P. 3-4
CHASSE : LA GUERRE DE LA TOURTERELLE	P. 5-6
LA DECISION DU CONSEIL D'ETAT	P. 6-7-8
COMMISSION CHASSE	P. 9-10
AGRICULTURE : L'AGRICULTURE ET LA NATURE EN GDE BRETAGNE....	P. 11-12
POLLUTION : L'ESSENCE SANS PLOMB	P. 12-13
LUTTE CONTRE LES PLUIES ACIDES	P. 13
ENERGIE	P. 13
EQUIPEMENT : MANIFESTE POUR LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATUREL EN TERRE ADELIE	P. 14-18
LA DERNIERE GDE FORET ALLUVIALE D'EUROPE VA-T-ELLE DISPARAITRE ?	P. 19
TOURISME : REGLES DE VOL DES ULM	P. 19
CONTRIBUTION DU RESEAU TOURISME A L'AG 85	P. 20
MINISTERE : NOUVELLES PRATIQUES DE L'EMPLOI	P. 20-22
COLLOQUES	P. 22
RESEAU COMMUNICATION : NE TIREZ PAS TOUJOURS SUR LE JOURNALISTE	P. 23
DERNIERE MINUTE	P. 24
DOSSIER	



photocopier: page 6-7-8

formation ffspn

■ DU 16 AU 19 JANVIER 1985

INFORMATIQUE ET ASSOCIATION DE PROTECTION DE LA NATURE

RÉGION DE CAEN - CONTACT CREPAN/FFSPN

POUR DES RAISONS DE RÉSERVATION, NOUS DEMANDONS AUX PARTICIPANTS POTENTIELS DU STAGE INFORMATIQUE DE NOUS FAIRE PARVENIR UNE PRE-INSCRIPTION DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS.

CETTE SESSION SE DÉROULERA DANS LE CADRE DU SALON INFORMATIQUE DE CAEN.

PRIX ADHÉRENTS, DRAE, COLLECTIVITÉS: 300,00 F
AUTRES : 2 000,00 F



A LA SUITE D'UNE ERREUR D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION DU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, LE STAGE REMEMBREMENT DES 30 ET 31 JANVIER QUI DEVAIT SE DÉROULER EN LORRAINE, EST REPORTÉ À UNE DATE ULTÉRIEURE, NOUS VOUS PRÉCISERONS LES NOUVELLES DATES DES QUE POSSIBLE.

■ 2 ET 3 FÉVRIER 1985

WEEK-END SUR LES TUC - PARIS

PRIX ADHÉRENTS, DRAE, COLLECTIVITÉS: 100,00 F
AUTRES : 300,00 F

■ DU LUNDI 25 FÉV. AU MARDI 2 MARS 1985

MARKETING ET ASSOCIATIONS

CENTRE RÉGIONAL D'ANIMATION -
CIREY LES BELLEVEAUX - 70190 RIOZ

PRIX ADHÉRENTS, DRAE, COLLECTIVITÉS: 350,00 F
AUTRES : 1000,00 F

CE STAGE A POUR BUT DE DÉVELOPPER UN CERTAIN SAVOIR-FAIRE DONT L'OBJECTIF EST D'AMÉLIORER LA CAPACITÉ DE L'ASSOCIATION À ANALYSER, COMPRENDRE ET PLANIFIER SES ACTIVITÉS.

LES INSCRIPTIONS SONT OUVERTES.

■ DU LUNDI 11 AU JEUDI 14 MARS 1985

COMPTABILITE ET GESTION D'ASSOCIATION - PERFECTIONNEMENT - PARIS

PRIX ADHÉRENTS, DRAE, COLLECTIVITÉS: 320,00 F
AUTRES : 1000,00 F

LES INSCRIPTIONS SONT OUVERTES

■ 16 ET 17 MARS

ELUS D'ASSOCIATION - PARIS

- LA GESTION FINANCIÈRE
 - , LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE
 - , LES MOYENS DE FINANCEMENT
- LA GESTION DU PERSONNEL
- LA DÉCENTRALISATION : ENJEUX
 - , LA PARTICIPATION
 - , RÔLE POLITIQUE DES ASSOCIATIONS
- LE RÔLE DE L'ÉLU ASSOCIATIF/SA RESPONSABILITÉ
- LE C.A.
 - , LE BUREAU
 - , LES COMMISSIONS
 - , LA CONDUITE DE RÉUNION
 - , L'A.G.

PRIX ADHÉRENTS, DRAE, COLLECTIVITÉS: 100,00 F
AUTRES : 300,00 F

LES INSCRIPTIONS SONT OUVERTES

éditorial



SPONSOR & Co....

J'AURAIS AIMÉ POUVOIR DIRE EN CE DÉBUT D'ANNÉE 1985 QUE LES PARLEMENTAIRES METTANT EN ACCORD LEURS DISCOURS ET LEURS ACTES, AVAIENT VOTÉ UN BUDGET DE L'ENVIRONNEMENT EN NOTABLE AUGMENTATION ; QUE LE MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, SENSIBLE AUX VŒUX DES PARLEMENTAIRES, AVAIT DÉCIDÉ D'ACCROÎTRE SON AIDE AU FONCTIONNEMENT DES ASSOCIATIONS DE PROTECTION DE LA NATURE (NE REMPLISSENT-ELLES PAS UNE MISSION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL ?), DE DÔTER PLUS LARGEMENT LE BUDGET DES RÉSERVES NATURELLES ; QUE LES AUTRES MINISTÈRES, EUX AUSSI CONCERNÉS PAR LA CONSERVATION DU PATRIMOINE NATUREL FRANÇAIS (ÉDUCATION NATIONALE, CULTURE, AGRICULTURE, RECHERCHE, ETC.), AVAIENT DÉCIDÉ D'AIDER LES ASSOCIATIONS DE PROTECTION DE LA NATURE ; QU'ENFIN, LES FRANÇAIS EN FOULE DEMANDAIENT À ADHÉRER À NOS ASSOCIATIONS QU'ILS CONSIDÈRENT (C'EST TOUT DU MOINS CE QUE DISENT LES SONDAGES) COMME LES MEILLEURS GARANTS DE LA SAUVEGARDE DE LEUR ENVIRONNEMENT ET DE LEUR PATRIMOINE NATUREL,

LA RÉALITÉ EST UN PEU DIFFÉRENTE..., NOUS LE SAVONS TOUS, ALORS, QUE FAIRE ?

RESSERRER LES LIENS ENTRE ASSOCIATIONS, AMÉLIORER NOTRE FONCTIONNEMENT COMMUN, NOUS ENTRAIDER PLUS ? C'EST ÉVIDENT, IL EST TOUJOURS ÉTONNANT D'ENTENDRE OU DE DIRE DE LA PART DE RESPONSABLES D'ASSOCIATIONS DE LA FÉDÉ, DES PHRASES DU GENRE "IL FAUT AMÉLIORER, ÉTABLIR ETC, LES RELATIONS AVEC LA FFSPN", IL N'Y A PAS LES ASSOCIATIONS ET LA FÉDÉ..., MAIS, LES ASSOCIATIONS QUI CONSTITUENT LA FÉDÉ...,

QUAND LES CHOSSES VONT BIEN OU MAL, CE N'EST PAS "LA" FÉDÉ QUI EST RESPONSABLE, MAIS NOUS TOUS, À CE TITRE, L'ÉTAT DES COTISATIONS REÇUES (OU À RECEVOIR) POUR 1984 POSE QUESTION, SI L'ON SE LIMITAIT À CE SEUL CRITÈRE, IL Y AURAIT LIEU DE SE DEMANDER QUELLE EST LA SIGNIFICATION DE LA FFSPN, QUEL EST LE POIDS DU MOUVEMENT DE PROTECTION DE LA NATURE EN FRANCE,

BIEN SÛR, NOUS SOMMES ENCLINS À COMPARER NOTRE SITUATION ACTUELLE AVEC CELLE QUI PRÉVAUT DANS LES PAYS VOISINS, MAIS, C'EST OUBLIER QU'ILS ONT COMMENCÉ PLUS TÔT QUE NOUS, LA NOTION DE PROTECTION DE LA NATURE EST PLUS ANCIENNE,, ANCRÉE MAINTENANT DANS LES MENTALITÉS, NOUS N'EN SOMMES PAS ENCORE LÀ ET IL SEMBLE ILLUSOIRE DE PENSER QU'À COURT TERME ET QUELS QUE SOIENT NOS EFFORTS, NOS ADHÉRENTS ATTEINDRONT LES EFFECTIFS RENCONTRÉS DANS LES ASSOCIATIONS HOMOLOGUES EN SUISSE GRANDE BRETAGNE, AUTRICHE OU SUÈDE, IL NOUS FAUDRA ENCORE DE LA PATIENCE,

NOUS AVONS CEPENDANT LA LOURDE TÂCHE D'ASSURER AVEC LES MOYENS DU BORD, LA SAUVEGARDE ET LA RESTAURATION DE NOTRE PATRIMOINE NATUREL JUSQU'À DES JOURS MEILLEURS,

.../

.../

FACE AU DÉSENGAGEMENT DES POUVOIRS PUBLICS, DU DÉSENCHANTEMENT ET À L'USURE DES MILITANTS QUI, POUR DONNER DÉJÀ BEAUCOUP DE LEUR TEMPS, NE PEUVENT AUSSI DONNER DE LEUR ARGENT, LE BUREAU DU CONSEIL DE LA FFSPN, LORS DE LA DERNIÈRE RÉUNION, S'EST POSÉ LA QUESTION DU PARRAINAGE OU MÉCÉNAT (LE SPONSORING,...). UNE BRÈVE ANALYSE DES MESSAGES PUBLICITAIRES MONTRE QUE LA "NATURE" EST UN ARGUMENT DE VENTE FRÉQUEMMENT UTILISÉ, ET L'ON NE VOIT PAS POURQUOI CEUX QUI LA DÉFENDENT BÉNÉVOLEMENT NE POURRAIENT PAS TROUVER LÀ DES SOURCES DE FINANCEMENT, POURQUOI NE PAS ALLER CHERCHER L'ARGENT LÀ OÙ IL EST ? C'EST UN RUDE DÉBAT AUX ALLURES DE GUERRE DE RELIGIONS DANS UN PAYS COMME LE NÔTRE OÙ TOUT CE QUI TOUCHE À L'ARGENT EST FRAPPÉ D'UN PURITANISME QUE NE CONNAISSENT PAS LES PAYS ANGLO-SAXONS, MAIS, POUVONS-NOUS L'IGNORER ?

MAIS DANS LA MESURE OÙ, À COURT TERME, LE MÉCÉNAT PEUT ÊTRE UN MOYEN NON NÉGLIGEABLE DE MAINTENIR ET DE DÉVELOPPER NOS ACTIVITÉS, POUVONS-NOUS L'ÉCARTER ?

C'EST AUX ASSOCIATIONS DE LA FFSPN DE S'INTERROGER DÈS MAINTENANT (SI ELLES NE L'ONT DÉJÀ FAIT) SUR LE RÔLE DU PARRAINAGE, SUR SES TENANTS ET ABOUTISSANTS (Y A T-IL DE BONS ET DE MAUVAIS PARRAINS? QUELS CRITÈRES ADOPTER? L'ARGENT A-T-IL UNE ODEUR...SI OUI, QUAND LA PERD- IL...ETC.)

LE BUREAU N'A PAS DE RÉPONSES TOUTES FAITES, IL A BESOIN DE VOS RÉFLEXIONS, DE VOS EXPÉRIENCES, IL DOIT, EN EFFET, TROUVER LES MOYENS DE FONCTIONNEMENT DES PERMANENTS DE LA FFSPN PUISQUE LES SEULES COTISATIONS NE LE PERMETTENT PAS,

SANS CES PERMANENTS, PAS DE LETTRE DU HÉRISSON; PAS DE COORDINATION ENTRE LES ASSOCIATIONS ; PAS D'INTERVENTION AUPRÈS DES POUVOIRS PUBLICS, DES TRIBUNAUX; PAS DE CAMPAGNE DE DÉFENSE PAS DE PROMOTION DES IDÉES DE PROTECTION DE LA NATURE AUPRÈS DU PUBLIC, ETC.,

CES QUESTIONS, ELLES S'ADRESSENT À TOUS, AUX ADHÉRENTS COMME AUX RESPONSABLES DES ASSOCIATIONS QUI CONSTITUENT LA FFSPN,

BON COURAGE ET BONNE ANNÉE 1985,

J.P. RAFFIN

chasse

JEAN ROULIN

LA GUERRE DE LA TOURTERELLE FERA-T-ELLE RAGE DANS LE MEDOC?

Il a fallu un règlement supranational pour interdire la chasse printanière de la tourterelle. Mais cet important chapitre de l'histoire girondine est loin d'être clos.

Saisi par la Fédération française des sociétés de protection de la nature et la Ligue pour la protection des oiseaux, le Conseil d'Etat vient d'annuler les arrêtés pris en 1983 par le ministère de l'Environnement, qui autorisaient la chasse printanière à la tourterelle dans le département de la Gironde. Les protecteurs triomphent, les oiseaux respirent et la fièvre monte dans les chaumières du Médoc.

Pour comprendre l'émotion soulevée en Gironde par la présente décision du Conseil d'Etat, il faut se reporter à la Préhistoire. Déjà, en effet, l'homme de Cro-Magnon avait coutume de chasser la tourterelle des bois sur la Pointe de Grave. Descendo à bicyclette des grottes de Lascaux, il achetait, de passage à Lesparre, une bonne bouteille de médoc, une belle entrecôte à faire cuire sur un feu de sarments de vigne, quelques boîtes de cartouches Gévelot, et voguait la gâlerie. On voit par-là, soulignent ses partisans, que la chasse à la tourterelle remonte à la plus haute antiquité, qu'elle connaît l'homme, et participe au progrès général de la civilisation. « Au Moyen Age, déclare dans *Sud-Ouest* le maire de Saint-Vivien, l'une des communes concernées, les seigneurs médocains laissaient leurs serfs chasser les glibiers de passage, dont bien sûr ces volatiles printaniers ». D'où il ressort nettement que les écologistes veulent nous faire revenir en deçà du Moyen Age, et peut-être rétablir le servage dans le Médoc, consécutivement à l'interdiction de la chasse printanière à la tourterelle. De leur côté, les protecteurs de la nature soutiennent que cette chasse, telle qu'elle se pratique aujourd'hui, ne peut se prévaloir d'origines si lointaines. Au début du siècle, elle n'était encore pratiquée, en toute innocence, que par quelques dizaines de croquants riverains de la Gironde, qui capturaient les tourterelles au filet lors de leurs passages printaniers.

Puis un beau jour, l'homme aquitain prit conscience de l'immense avantage que l'usage du fusil de chasse et de l'automobile pouvait lui conférer dans sa lutte titanique contre les grands fauves de son terroir. La motorisation entraîna le déferlement sur le Médoc, de Blanquefort à la Pointe de Grave, et sur le littoral atlantique jusque et y compris le bassin d'Arcachon, de centaines, puis de milliers, enfin de dizaines de milliers d'émigrants. Qui à eux tous parvenaient à exterminer chaque saison — de la fin du mois d'avril au début du mois de juin — quelques dizaines de milliers de tourterelles des bois. Pour ce rien dire des huppées, des loriot, des martinets, des buses variables ou des bondrées apivores qui dégringolaient au passage, le chasseur aquitain ayant souvent la vue basse, au point de ne pas toujours distinguer à coup sûr une autruche d'une souris verte.

Afin d'être tout scrupuleux aux adeptes de ce sport de masse, et compte tenu des énormes dégâts infligés aux biens et aux personnes par l'animal



si quelques ennemis du genre humain, sous prétexte de protéger la nature, ne s'étaient acharnés à faire le désespoir des chasseurs et la ruine du petit commerce.

Au cours des années 70, d'arrêtés préfectoraux en recours au Conseil d'Etat, de jugements du Tribunal administratif en arrêts du secrétaire à l'Environnement, la tourterelle des bois fait l'objet d'innombrables procédures, d'innombrables décisions contradictoires, sans que ces péripéties juridiques et administratives influent sensiblement sur le cours de la chasse ou le tarif du pylône. La loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, en modifiant le fameux article 366 du Code rural, en limitant le tir en enclos au gibier à poils et à quelques oiseaux d'élevage, aurait dû entraîner, une fois pour toutes, la disparition de la chasse printanière à la tourterelle. Elle n'entraîna, dans l'immédiat, que quelques mouvements d'homme des élus locaux, qui montrèrent au pylône l'arme à la bretelle, et quelques procès-verbaux timidement dressés par des gendarmes vraisemblablement peu enclins à risquer leur vie pour des tourterelles.

concerné, la tourterelle des bois fut entre les deux guerres classée parmi les nuisibles. Son extermination prenait désormais le caractère d'un véritable devoir civique, auquel les riverains de l'estuaire sacrifièrent de si bon cœur qu'il fallut rapidement prendre des mesures pour contenir leur enthousiasme, faute de quoi toute trace de vie sauvage risquait de disparaître à jamais au Sud-Ouest de la Gironde.

Un législateur particulièrement ingénieux imagina ainsi de restreindre le droit de tirer la tourterelle printanière aux chasseurs qui disposeraient d'un poste fixe, d'une hauteur minimale de trois mètres. Le législateur aurait tout aussi bien pu décréter que les chasseurs devaient désormais tirer en équilibre sur un pied, ou saluer réglementairement le garde-champêtre en portant deux doigts de la main gauche à la couture du pantalon. Le Médoc se couvrit donc de petites tours d'une hauteur minimale de trois mètres, nommées pylônes, du haut desquels les chasseurs-perchés découvrirent de vastes horizons, ce qui accrût encore leur arrogance. Et le vocabulaire local s'enrichit de deux mots nouveaux, « empylonés » et « pèderastes », le second désignant les chasseurs à pied, désormais hors-la-loi, dont le nombre et la virulence ne furent pas le moins du monde affectés par ces nouvelles dispositions.

Cependant les oiseaux tombaient, et les protecteurs de la nature les regardaient tomber en serrant les poings, jusqu'à ce qu'en 1969 le ministre de l'Agriculture (Robert Boulin, qui était à l'époque maire de Libourne...) prenne la décision courageuse de retirer la tourterelle des bois de

la liste des « nuisibles », restreignant par là même sa chasse aux périodes normales d'ouverture, et tirant un trait sur l'anomalie que constituaient ces massacres printaniers dans le Médoc.

Stupeur des chasseurs, des élus locaux et de la presse régionale, qui tout aussitôt découvrent une parade ingénieuse sous l'espèce de l'article 366 du Code rural. L'article 366 du Code rural stipule que tout citoyen en âge de porter les armes peut chasser sans restriction, sans permis, en toute saison, dans un « enclos appartenant à une habitation ». Le Médoc se couvrit donc d'enclos appartenant à des habitations, ces dernières se bornant généralement aux pylônes, dont le nombre augmentait chaque année, en même temps que leur valeur locative. Toute la région se mit à ressembler, au printemps, à un immense et joyeux stalag, où des milliers de sentinelles allomées par les grands crus locaux, juchées sur leurs miradors de poche, veillaient à perte de vue sur des milliers d'hectares de bois de pins et de prairies inondées.

Les laboratoires pharmaceutiques, et plus généralement toutes les entreprises qui ont recours aux petites attentions, aux petits cadeaux, pour circonvenir leur gros clients, louèrent des pylônes par centaines, et les loueurs de pylônes s'en mirent plein les poches. Les épiciers, les bouchers-charcutiers, qui assaient dans le cornet des chasseurs le médoc, l'entrecôte et le pâté de tête, les pompistes qui remplissaient leurs réservoirs, les hôteliers et les restaurateurs, tous s'en mirent plein les poches. Rarement une chasse traditionnelle, une petite chasse de rien du tout, interdite par-dessus le marché, avait compté chaque année tant d'adeptes nouveaux, fait tant d'heureux, rapporté tant d'artich. Et tout irait encore pour le mieux

Le 2 avril 1979, les neuf Etats membres de la CEE signent à Bruxelles une directive sur la conservation des oiseaux sauvages, stipulant notamment que les espèces migratrices ne peuvent être chassées pendant leur période de reproduction, non plus que pendant le trajet de retour vers leurs lieux de nidification. Les tourterelles des bois rentrent incontestablement dans cette catégorie, puisque au printemps elles reviennent d'Afrique du Nord, où elles ont pris leurs quartiers d'hiver, pour se reproduire en Europe (notamment à ce sujet que les considérations des chasseurs et de la presse locale sur les gigantesques concentrations de tourterelles des bois que l'on peut observer en Afrique du Nord, notamment dans la vallée du Souf, et qui attestent la pléthore de l'espèce, doivent être prises avec des pincettes : si en hiver les effectifs sont indéniablement considérables dans le Maghreb, ils regroupent en effet des tourterelles originaires d'Europe, mais aussi d'Afrique et d'Asie. D'autre part, une espèce victime de bouleversements écologiques ou de prélèvements inconsidérés peut passer en quelques dizaines d'années, voire en quelques années, de plusieurs millions d'individus à la disparition pure et simple, comme ce fut le cas des pigeons migrateurs d'Amérique du Nord, qui, dans la première moitié du 19^e siècle, « obscurcissaient le ciel de leurs vols immenses » (Jean Dorst), et ne subsistent désormais qu'à l'état de reliques poussiéreuses dans les collections de quelques muséums.

La directive européenne entre légalement en vigueur le 2 avril 1981. Un an auparavant, les adeptes des différentes variétés de chasses traditionnelles ont tenu à Bordeaux un gigantesque rassemblement. Sur ces entrées, la gauche vient au pouvoir, et, dès le mois d'avril 1982, Michel Crépeau, probablement tisonné par le député de la 5^e circonscription de la Gironde, qui appartient à la même tendance du parti radical, fabrique un

Exterminer la tourterelle prit le caractère d'un devoir civique...

arrêté autorisant de nouveau la chasse à la tourterelle du 1^{er} au 23 mai, ruinant ainsi les efforts déployés depuis plus de vingt ans par les protecteurs de la nature (par la même occasion, le ministre de l'Environnement autorise également l'ouverture du tir de la tourterelle dès le 22 août, soit avant l'ouverture générale).

Rabclote en 1983 et 1984, les arrêtés étant signés cette fois par Huguette Bouchardeau, dont il semble d'ailleurs qu'elle n'ait agi que sur instructions des plus hautes sphères, en vertu de considérations dictatoriales complètement étrangères à ses propres convictions. Dans les lettres échangées à ce sujet entre Pierre Peix, conseiller-biologiste régional, et Huguette Bouchardeau, le premier insiste notamment sur les difficultés supplémentaires rencontrées depuis quelques années dans le Sahel par les oiseaux migrateurs, du fait de la sécheresse, et sur le préjudice porté à toute l'avifaune méditerranéenne, en pleine période de reproduction ou de migration préreproductive, par les chasses printanières. Le ministre lui oppose la difficulté, bien réelle, de faire respecter, sans décréter l'état de siège dans le Médoc, une mesure d'interdiction extrêmement impopulaire, et son intention de commander dans les meilleurs délais une étude approfondie concernant l'impact de la chasse printanière sur les populations de tourterelles des bois.

Entre temps, la Fédération française des sociétés de protection de la nature et la Ligue pour la protection des oiseaux ont porté l'affaire devant le Conseil d'Etat, qui vient de trancher dans leur sens, en se référant à la directive européenne de 1979. C'est la première fois, semble-t-il, que dans une affaire de ce genre cette instance se détermine par rapport à un règlement supranational, et ce précédent est évidemment de très bon augure pour tout ce qui concerne la protection de la nature.

Ce n'est pas, manifestement, l'avis de M. Ribou-

let, qui préside le Comité de défense de la chasse à la tourterelle, et vice-préside l'Union nationale de défense des chasses traditionnelles françaises. S'il existait, quelque part, une association pour la chasse de la pipistrelle au harpoon, il est probable que M. Riboulet siégerait au comité directeur. Au demeurant, et en dépit de notre parti pris, flagrant dans toute cette affaire, il nous est impossible de le dépeindre sous les traits d'un bœuf ou d'un gros con, pour reprendre la terminologie de *Charles-Hédo* concernant les chasseurs. Rue Marsans, à Bordeaux, M. Riboulet régit apparemment sans partage sur un petit garage assez vétuste, quasi rupestre, respirant l'honnêteté, enfin tout droit sorti d'un film de Grénaillon. Même les flaque d'huile semblent dater d'un autre âge, pour ne rien dire des outils déployés sur l'établi à gauche de l'entrée. A droite, dans sa niche, un braque allemand aimable et silencieux, primé dans plusieurs concours et champion pour la bécasse, de toutes les chasses celle que son maître préfère.

Avant toute chose, M. Riboulet nous montre la maison d'en face, rue Marsans, où la Gestapo arriva sous ses yeux un mécano soupçonné d'avoir saboté un Focke-Wulf sur la base aérienne de Mérignac, et qui ne revint pas de l'interrogatoire. Lui-même se vante, à demi-riant, d'avoir fait dérailler quelques trains sous l'Occupation. Après en avoir fait voir aux « Boches » de toutes les couleurs, M. Riboulet en usa de la même façon avec les patrons. Car il ne fait pas mystère d'être un vieux routier de la CGT, ajoutant que « si les gars font confiance à Riboulet, c'est qu'il les a toujours fait gagner ». A l'écouter pendant une heure plaider la cause des chasseurs de tourterelles sans reprendre son souffle, sa voix s'effaçant parfois jusqu'à faire trembler le mur de l'atelier, embellissant magistralement son interlocuteur dans les rets d'une argumentation à la fois

spécieuse, percutante et méthodique, on imagine sans peine, en effet, le calvaire que durent vivre ses employeurs avant qu'il ne devienne son propre patron. Nous n'entrerons pas dans le détail de ses récriminations juridiques, essentiellement basées sur tel ou tel article du *Traité de Rome* — que M. Riboulet, sans cesser de nous haranguer comme si nous étions une foule immense, extrait en un tournemain d'une pile de dossiers plus haute que lui — délimitant fort étroitement les compétences des instances communautaires européennes. Ses arguments ethnologiques, ou sentimentaux, nous paraissent bien plus forts, lorsque dans un suprême assaut de lyrisme méridional, puisant aux meilleures sources homériques, il évoque les cimes des pins mouvantes et sombres comme les vagues de la mer, et les vols de tourterelles lancées comme des flèches dans la lumière oblique du matin. « Ce qu'il y a, monsieur, voyez-vous, c'est la beauté de la chose ».

En conclusion, M. Riboulet — qui déjà, aujourd'hui à Lesparre, demain à Saint-Vivien, mobilise à tours de bras et à grands renforts d'éloquence les chasseurs du Médoc — agite la menace de terribles vengeances, et promet à la gauche une déculottée magistrale dans les circonscriptions électorales concernées.

De son côté, M. Moussours habite une petite maison près de la mer, et sous les pins. Entre le garage de M. Riboulet et la maison de M. Moussours, quelques millions de ceps ou, mais combien prometteurs, s'élançant en rangs serrés à l'assaut des nuages, les canaux filent droit jusqu'au fleuve à travers les prairies inondées, et les « châteaux » si prestigieux paraissent abandonnés sous le ciel de décembre. Jadis hôtelier à Soulac-sur-Mer, M. Moussours y vit désormais retiré entre sa femme et ses chiens. Moins lyrique que celui de M. Riboulet, son plaidoyer en faveur de la chasse traduit plutôt les préoccupations du commerce

local. Les chasseurs fortunés, qui auparavant dépensaient sans compter dans le Médoc, vont aujourd'hui flamber en Tunisie, où ils ont tout loisir de tirer en une seule journée plusieurs centaines de tourterelles, et presque autant de caillots vertes. Sans doute ces considérations nuisent-elles un peu à l'image d'une chasse vernaculaire, enracinée dans les traditions d'un terroir.

Mais M. Moussours n'y voit pas malice, pas plus que lorsqu'il cite le nom d'une famille fort illustre, et qui sur ses vastes propriétés, en toute illégalité, louait chaque année quantité de pylônes à raison d'au moins 2.000 francs l'un.

Pour le reste, à l'unisson de M. Riboulet, M. Moussours insiste sur les énormes sacrifices déjà consentis par les chasseurs, qui avaient créé entre Soulac et la Pointe de Grave une réserve où les tourterelles jouissaient du droit d'asile, et tout à fait renoncé à tirer inconsiderement des espèces protégées (sur ce dernier point, un observateur de la SEPANSO (1) confirme qu'en mai 1984, on put voir au moins deux tadornes de Belou survoler sans dommages une zone à forte densité de pylônes). A peine remis d'un gros rhume attrapé à courir le lièvre en Poitou, M. Moussours prépare déjà une nouvelle expédition contre le canard dans la Brenne. Chasseur insatiable, par surcroît lieutenant de l'ouvrier, et néanmoins honnête homme, il voit se profiler derrière l'interdiction de la tourterelle un vaste complot visant toutes les chasses traditionnelles — l'alouette à la paille, la palombe au filet, le canard à la tonne... — aussi aberrantes, vues de loin, que populaires dans le Sud-Ouest. Sur toutes ces questions, les oiseaux et les chasseurs devraient être consultés prochainement — séparément — par voie de référendum.

(1) Société pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans le Sud-Ouest.

Source : Libération , mercredi 26 décembre 1984

N°s 51 525 - 51 526

Fédération française des sociétés
de protection de la nature
et autres

REPUBLIQUE FRANCAISE

Séance du 21 novembre 1984 AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS
Lecture du 7 décembre 1984

Le Conseil d'Etat statuant au Contentieux
(Section du Contentieux, 5ème et 3ème
sous-sections réunies),

Sur le rapport de la 5ème Sous-Section
de la Section du Contentieux,

Vu, 1°) la requête enregistrée le 21 juin 1983 au secrétariat du Contentieux du Conseil d'Etat sous le n° 51 525, présentée par la fédération française des sociétés de protection de la nature, dont le siège social est 57 rue Cuvier à Paris (5ème), agissant poursuites et diligences de ses représentants légaux, domiciliés en cette qualité audit siège, par la société nationale de protection de la nature et d'acclimatation de France, dont le siège social est 57 rue Cuvier à Paris (5ème), agissant poursuites et diligences de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège et par la ligue française pour la protection des oiseaux, dont le siège social est à la Corderie royale à Rochefort (Charente-Maritime), et tendant à ce que le Conseil d'Etat annule l'arrêté en date du 20 avril 1983 du secrétaire d'Etat à l'environnement et à la qualité de la vie modifiant l'arrêté permanent sur la police de la chasse dans le département de la Gironde ;

.....

2°) la requête enregistrée le 21 juin 1983 au secrétariat du Contentieux du Conseil d'Etat sous le n° 51 526 présentée par les associations susmentionnées, auteurs du pourvoi n° 51 525 et tendant à ce que le Conseil d'Etat annule l'arrêté en date du 20 avril 1983 du secrétaire d'Etat à l'environnement et à la qualité de la vie fixant la période d'ouverture de la chasse à la tourterelle dans le Médoc en 1983 ;

.....

Vu les autres pièces produites et jointes aux dossiers ;

Vu le code rural ;

Vu la directive du conseil des communautés économiques européennes du 2 avril 1979 ;

Vu l'ordonnance du 31 juillet 1945 et le décret du 30 septembre 1953 ;

Vu la loi du 30 décembre 1977 ;

Après avoir entendu le rapport de Mlle Langlade, Auditeur, et les conclusions de M. Dutheillet de Lamothe, Commissaire du Gouvernement ;

Considérant que les requêtes susvisées de la fédération française des sociétés de protection de la nature, de la société nationale de protection de la nature et d'acclimatation de France et de la ligue française pour la protection des oiseaux présentent à juger des questions semblables ; qu'il y a lieu de les joindre pour statuer par une seule décision ;

Considérant que les associations requérantes ont intérêt et par suite qualité pour demander l'annulation des arrêtés réglementaires attaqués ; que leurs requêtes sont motivées de manière suffisamment explicite ;

Sans qu'il soit besoin d'examiner l'autre moyen des requêtes ;

Considérant qu'il ressort clairement des stipulations de l'article 189 du traité du 25 mars 1957 que les directives du conseil des communautés économiques européennes lient les Etats membres "quant au résultat à atteindre" ; que si, pour, atteindre le résultat qu'elles définissent, les autorités nationales, qui sont tenues d'adapter la législation et la réglementation des Etats membres aux directives qui leur sont destinées, restent seules compétentes pour décider de la forme à donner à l'exécution de ces directives et pour fixer elles-mêmes, sous le contrôle des juridictions nationales, les moyens propres à leur faire produire leurs effets en droit interne, ces autorités ne peuvent légalement édicter des dispositions réglementaires qui seraient contraires aux objectifs définis par les directives dont il s'agit ;

Considérant que, selon les dispositions de l'article 7 paragraphe 4 de la directive du conseil n° 79-409 du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages, publiée au Journal officiel des communautés européennes du 25 avril 1979, les Etats membres veillent à ce que les espèces auxquelles s'applique la législation de la chasse ne soient pas chassées pendant la période nidicole ni pendant les différents stades de production et de dépendance. Lorsqu'il s'agit d'espèces-migratrices, ils veillent en particulier à ce que les espèces auxquelles s'applique la législation

la chasse ne soient pas chassées pendant leur période de reproduction et pendant leur trajet de retour vers leur lieu de nidification ;

Considérant que l'arrêté pris par le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de l'environnement et de la qualité de la vie le 20 avril 1983 modifiant l'arrêté réglementaire permanent sur la police de la chasse dans le département de la Gironde du 19 avril 1974 a eu pour objet, en ajoutant à cet arrêté un article 10 bis concernant la chasse à la tourterelle dans le Médoc, de prévoir, pour l'arrondissement de Lesparre et pour douze communes de l'arrondissement de Bordeaux, une période d'ouverture spécifique de la chasse à la tourterelle à fixer chaque année et correspondant aux passages de retour de cette espèce migratrice, et d'autoriser, à des conditions restrictives, la chasse de ladite espèce pendant cette période ; que, par un autre arrêté de la date du 20 avril 1983, le secrétaire d'Etat a fixé pour l'année 1983 cette période d'ouverture spécifique du 1er au 23 mai ; que ces dispositions ne se justifient pas par des objectifs entrant au nombre de ceux que mentionne l'article 9 de ladite directive prévoyant certaines dérogations à celle-ci ; que ces dispositions réglementaires ont été ainsi prises en méconnaissance des objectifs définis par la directive ci-dessus mentionnée et encourent, dès lors, l'annulation ;

D E C I D E

Article 1er : Les arrêtés susvisés du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de l'environnement et de la qualité de la vie en date du 20 avril 1983 sont annulés.

Article 2 : La présente décision sera notifiée à la fédération française des sociétés de protection de la nature, à la société nationale de protection de la nature et d'acclimatation de France, à la ligue française pour la protection des oiseaux et au ministre de l'environnement.

COMMISSION CHASSE

LORS DE LA REUNION DU 15 DECEMBRE 1984, LA COMMISSION CHASSE DE LA FFSPN A DECIDE D'ADOPTER LA MOTION CI-DESSOUS ET D'EN DEMANDER LA PRISE EN COMPTE DANS LE CADRE DE LA MISSION COLIN SUR LA REFORME DE LA CHASSE.

Les participants à la Table Ronde,

- estimant que des sommes fabuleuses ont parfois été dépensées pour effectuer des introductions,
- constatant l'absence, à quelques exceptions près, d'études écologiques préalables et de suivis scientifiques et économiques,

rappellent les dangers de telles actions ;

pour l'homme

La croyance que l'introduction de plantes ou d'animaux terrestres ou aquatiques "miracles" compense la dégradation généralisée des milieux naturels terrestres et l'augmentation de la pollution dans le réseau hydrographique, est utopique.

pour l'environnement

- élimination d'éléments de la flore et de la faune autochtone :

1° par apports d'espèces introduites résistantes, porteuses de parasites ou de germes pathogènes transmissibles aux espèces indigènes non résistantes,

2° par explosion démographique (absence de prédateurs ubiquistes ou de parasites) pouvant entraîner des dégâts aussi bien à la flore et à la faune sauvages qu'aux plantes cultivées.

- pollution génétique lorsqu'il s'agit d'espèces voisines ou de sous-espèces.

rappellent la loi du 10 juillet 1976 qui précise:

"la protection des espaces naturels et des paysages, la préservation des espèces animales et végétales, le maintien des équilibres biologiques auxquels ils participent et la protection des ressources naturelles contre toutes les causes de dégradation qui les menacent, sont d'intérêt général".

Demandent :

- qu'une priorité soit donnée à :

1° l'arrêt de la dégradation de notre patrimoine naturel et à la reconstitution des populations végétales et animales menacées de disparition.

2° la création d'un vaste programme d'écologie appliquée dans le cadre d'un plan de gestion pour les espèces autochtones faisant l'objet de prélèvements (pêche, chasse, cueillette, ...) et pour les milieux dans lesquels elles vivent, en concertation avec tous les organismes scientifiques, associations et ministères concernés.

- que soient stoppées, pendant une durée de deux ans, toutes les importations d'animaux et de végétaux vivants destinés à être implantés sur le territoire français.

Demandent pour toutes les espèces introduites, particulièrement pour celles qui le furent frauduleusement (Sylvilagus floridanus, certaines écrivisses américaines, saumon coho, pins, etc..) que des études approfondies soient entreprises, portant notamment :

- sur les interactions avec la faune, la flore et l'Homme, y compris sous les aspects sanitaires,

- sur leurs capacités d'explosion démographique et de compétition avec les populations indigènes risquant de provoquer des dégâts compromettant le devenir de la faune et de la flore sauvages ou le rendement des cultures et des élevages.

Insistent sur la nécessité d'assurer une large diffusion, à la collectivité nationale, des résultats obtenus : la confidentialité inadmissible sur le plan administratif depuis la loi de 1978 sur l'accès aux documents administratifs est intolérable dans le cas de la recherche, qu'elle soit effectuée sur contrat ou non.

Demandent qu'en cas de conclusion négative, il soit procédé à l'éradication des espèces incriminées comme le demande le Conseil de l'Europe pour le Sylvilagus et que, pendant la durée des études et après leur achèvement, toute nouvelle introduction frauduleuse soit lourdement sanctionnée quel qu'en soit le responsable (personne physique ou organisme) avec publication des sanctions.

Estiment que, si pour des raisons d'ordre alimentaire, il est nécessaire de procéder à des importations d'espèces (champignons, escargots, grenouilles, saumons, etc..) susceptibles de s'acclimater dans notre pays, et dans l'attente que la gestion rationnelle des populations autochtones et de leurs élevages enrayer cette fuite de devises, ces importations ne doivent comporter, comme c'est la règle dans les pays

scandinaves, que des individus cuits ou surgelés (avec un vrai contrôle sanitaire).

Demandent que :

- pendant les deux ans évoqués ci-dessus, le Ministère de l'Environnement, en accord avec les ministères concernés (Agriculture, Mer, Industrie, etc..) réalise avec les organismes de recherche et les services concernés, un bilan scientifique et économique dans les domaines concernant :

- 1° les introductions et les réintroductions,
- 2° les renforcements de populations et les repeuplements.

Ce bilan doit considérer tous les aspects du problème: motivation, histoire de l'introduction, évolution spatio-temporelle des populations (principaux paramètres démographiques, croissance, étude comparée avec les populations souches dans leur pays d'origine), transmission de maladies aux espèces autochtones (peste des écrevisses, maladies des huîtres, champignons parasites de plantes, etc), intérêt économique par rapport aux espèces autochtones, évaluation chiffrée des coûts de l'opération (importation, bâtiments d'élevage, opérations de diffusion, etc).

- une réunion soit organisée par le Ministère de l'Environnement rassemblant tous les résultats des études programmées pendant ces deux ans et conduisant à une estimation de type coût-bénéfice et à une évaluation des conséquences sur la conservation de notre patrimoine génétique.

Souhaitent vivement, après la publication des Actes du Colloque des 18/22 octobre 1982, que le Ministère de l'Environnement organise une table ronde comprenant scientifiques, administratifs et utilisateurs. Celle-ci devra aboutir :

- à la sortie d'une charte, la plus complète possible, sur la gestion du patrimoine génétique de la France,
- à l'élaboration et au vote de textes législatifs sur les introductions, réintroductions, repeuplements, etc,
- à une politique d'information et de diffusion, à tous les niveaux de l'enseignement et en collaboration avec tous les ministères concernés, des résultats récents de la recherche portant sur la connaissance du patrimoine génétique naturel, sur sa protection et sa gestion,

- à la gestion d'un Haut Comité, comprenant une majorité de chercheurs en biologie de l'environnement, chargé :

- 1° d'étudier les demandes d'introduction et de donner son avis,
- 2° en cas de réponse positive, d'assurer le suivi du projet,
- 3° de donner un avis définitif quant à la propagation de l'espèce sur le territoire français.

MOTION ADOPTÉE PAR LA TABLE RONDE, organisée par la Société de Biogéographie, au Muséum National d'Histoire Naturelle, du 18 au 22.10.82

COMMISSION CHASSE

La prochaine réunion de la Commission chasse aura lieu le samedi 9 Février à 10 h 00 à la FFSPN. Il ne sera pas envoyé d'autres convocations.

Monsieur COLIN, parlementaire chargé de mission pour les problèmes de la chasse, doit présenter son questionnaire le 15 Janvier prochain.

Le compte rendu de la Commission chasse du 15 Décembre 84 est disponible contre une enveloppe $\frac{1}{2}$ format A4 timbrée à 2,40 F (avec l'adresse) à la FFSPN. Il sera envoyé à tous les participants.



agriculture

L'AGRICULTURE ET LA NATURE EN GRANDE BRETAGNE

CES QUELQUES REFLEXIONS SUR L'AGRICULTURE ET LA PROTECTION DE LA NATURE EN GRANDE-BRETAGNE, FAITES PAR JOHN A. BURTON DANS LA REVUE "ORYX" D'OCTOBRE 1984, ONT ETE TRADUITES EN FRANCAIS PAR LE RESPONSABLE DU RESEAU AGRICULTURE DE LA FFSPN. A VOUS DE LES UTILISER EFFICACEMENT !

L'AGRICULTEUR-GARDIEN DE LA NATURE OU L'AGRICULTEUR-VANDALE...

On nous dit souvent que les agriculteurs ne sont pas opposés à la conservation de la nature mais qu'ils sont ses véritables gardiens. La vérité est que la majeure partie serait mieux qualifiée par le terme de vandales. Peu nombreux sont ceux qui, instinctivement, essaient de préserver le paysage traditionnel et ils accréditent la croyance selon laquelle ils sont les gardiens de droit de la nature et qu'ils doivent, donc, ne pas être assujettis à une législation restrictive. Les faits sont tout autres.

La grande majorité des changements incontrôlés les plus dommageables à la nature en Grande-Bretagne sont le fait des agriculteurs, souvent forcés au vandalisme par la politique du Ministère de l'Agriculture et de la Communauté Européenne. Si un spéculateur industriel veut abattre un monument vieux de 400 ans, il doit en demander l'autorisation au Plan et l'opinion de tous ceux qui sont concernés par le site doit être prise en compte. Si un responsable local veut niveler un site pour construire une nouvelle route, une enquête publique est ouverte. Mais si un agriculteur veut passer au bulldozer un paysage vieux de quelques centaines d'années pour spéculer sur les subsides de la C.E.E., non seulement il peut le faire sans consulter qui que ce soit dans le voisinage, mais il obtiendra probablement une prime du Ministère de l'Agriculture pour l'aider ! Il peut abattre les arbres, raser les haies, agir sur le niveau des nappes, laisser les engrais et les pesticides s'écouler dans les fossés, les herbicides être entraînés dans les jardins et le vent balayer la campagne privée de ses haies et encore, il n'y a quasiment rien à faire contre, sinon de le traîner en justice. C'est une opération coûteuse, qui prend du temps et qui ne donnera pas réellement réparation, même si les dégâts substantiels peuvent avoir été prouvés.

C'EST LE CONTRIBUABLE QUI FINANCE CE VANDALISME...

Pourquoi continuer à tolérer une telle situation ? Au cours des six premiers mois où j'habitais le Suffolk, sur le terrain immédiatement adjacent, j'ai vu un agriculteur récupérer trois acres de prairie avec des haies, en comblant une mare, pour les ajouter à une grande plaine plate et augmenter ainsi la montagne céréalière de Grande-Bretagne. Quoiqu'on ne donne plus de prime pour arracher les haies, nous, les contribuables, payons les centaines de mètres de drains et il se trouve justement que le coût de la pose des drains inclut celui de l'arrachage des haies.

Aucun doute que nous, les contribuables, paierons le grain produit par cet agriculteur bien au-dessus du cours mondial, et nous paierons aussi son stockage jusqu'à ce qu'il soit vendu à perte.

De l'autre côté de mon jardin, un autre agriculteur a rasé une haie plus large encore, durant la deuxième semaine de mai, quand elle était pleine d'oiseaux qui nidifiaient. C'étaient un acte de pur vandalisme mais sans doute lui permettra-t-il de produire quelques gallons supplémentaires à ajouter au lac de lait, après le resemis des vieilles prairies et la pose de drains. J'attends maintenant de voir mes mares se tarir grâce à l'abaissement de la nappe. A la mi-juin, le même agriculteur a progressé encore d'un quart de mile en arrachant à nouveau des haies et en abattant encore des arbres pour gagner à peine plus d'un acre, tuant les oiseaux au nid, tourterelles, bruant jaunes et bien d'autres sans doute, au cours de l'opération. Tout citoyen qui en ferait autant serait rigoureusement poursuivi par la ligue de protection des oiseaux.

Pourquoi nous, les Britanniques, tolérons-nous un comportement aussi égoïste ? Pourquoi continuons-nous à le financer ? Une bonne proportion des agriculteurs responsables de la plupart des dégâts sont déjà prospères. Les petits exploitants et les petits propriétaires, pour leur part, sont rarement bien servis lors de la distribution des primes.

IL FAUT RÉAGIR !

Il est temps que nous, Britanniques, demandions nos droits, notre droit à un environnement convenable. Nous ne devrions pas permettre aux agriculteurs de détruire systématiquement une campagne qui a mis des siècles à se façonner. Même si ces agriculteurs qui, par souci du profit arrachent les taillis et les haies, comblent les mares, dans un élan de remords essayaient de remettre en état le paysage qu'ils ont acheté ou dont ils ont hérité, il est douteux que leurs efforts porteraient leurs fruits avant que leurs petits-enfants ne soient devenus adultes. Il est temps que l'agriculture soit soumise exactement au même type de contrôle que l'industrie, avec ou sans primes. Si nous devons payer des primes, qu'elles ne le soient pas pour la destruction mais pour la sauvegarde, de sorte que les primes soient utilisées pour le bien de tous et non pas pour l'enrichissement excessif d'une minorité.

Source : John A. Burton
Extrait de "Oryx"
Vol. 13, Oct. 1984

—pollution—

L'ESSENCE SANS PLOMB

LA FRANCE RETARDE LA PRISE DES DÉCISIONS AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE

Les Amis de la Terre s'étonnent de l'attitude adoptée par la France le 6 décembre à Bruxelles, attitude qui a pour résultat de ralentir considérablement le processus de dépollution des voitures entamé au niveau européen. Devant la dégradation stupéfiante et accélérée de la forêt européenne et en partie française, le Secrétaire d'État à l'Environnement, Madame Bouchardeau, nous avait habitués ces derniers temps à un discours beaucoup plus orienté vers des mesures efficaces et rapides de lutte contre une pollution dont elle évalue le coût à 140 milliards de francs par an. D'autre part, le 3 décembre, lors d'une rencontre entre le premier ministre et les Amis de la Terre à Matignon, Monsieur Fabius nous avait fait connaître la très grande importance qu'il attachait à la lutte contre les pluies acides et la pollution automobile. Or, à Bruxelles, la France s'est dérobée sur les points suivants :

1. Elle s'oppose à la réduction de 0,40 g/l à 0,15 g/l du plomb contenu dans l'essence, contrevenant à une directive européenne ;
2. Elle a décidé de retarder le plus longtemps possible, peut-être au delà de 1995, l'utilisation des pots catalytiques trois voies sur l'ensemble du parc automobile renouvelé.
3. Elle n'a pas encore rendu public ses études d'impact sur l'utilisation abusive des additifs à base d'alcool et d'hydrocarbure aromatique polynucléaire réputés cancérigènes s'ils sont utilisés dans de l'essence sans plomb, sans pot catalytique.
4. Enfin, il est notoire que la France est opposée à l'article 12 du projet de directive européenne qui demande aux États membres d'adopter des mesures appropriées pour s'assurer que l'utilisation d'essence au plomb est interdite sur les véhicules à essence sans plomb. Ce détournement du carburant est possible si les nouvelles voitures dites sans plomb ne sont pas équipées de pots catalytiques trois voies.

Les Amis de la Terre en concluent qu'aucune mesure réaliste pour enrayer rapidement et efficacement la pollution automobile, n'a été prise ce 6 décembre à Bruxelles.

L'OPPOSITION

DES CONSTRUCTEURS AUTOMOBILES FRANÇAIS

Les Amis de la Terre relèvent les inexactitudes suivantes dans l'argumentation des constructeurs d'automobiles :

1. "Les voitures pèsent pour 6% dans le phénomène des pluies acides". C'est faux car les oxydes d'azote, qui proviennent majoritairement des voitures, sont responsables d'au moins 30% des dépôts acides. De plus l'ozone, qui attaque le cuticule des feuilles et des aiguilles, permet à l'acidité de pénétrer dans les arbres et joue donc un rôle très important dans le dépérissement des forêts; or, la formation de ce gaz demande la présence simultanée d'oxydes d'azote et d'hydrocarbures imbrûlés, une circonstance qui se rencontre seulement dans les émissions des voitures. Les normes américaines d'émission des oxydes d'azote sont d'ailleurs 6 à 10 fois plus sévères que celles envisagées en Europe pour 1989.
2. Les voitures sont responsables à 95% de la pollution de l'air par le plomb et à 70% des taux dangereux de plomb dans le sang ("plombémie").
3. Enfin les voitures sont à l'origine de la pollution massive de l'air des villes par le monoxyde de carbone (CO), les hydrocarbures imbrûlés, les aldéhydes et autres acides. Ces corps sont responsables d'un nombre croissant de maladies pulmonaires et cardiaques, de cancers, et de maladies nerveuses chez les enfants.

Seule l'utilisation de l'essence sans plomb et des pots catalytiques à trois voies peut, dans la décennie qui vient, remédier de façon spectaculaire à cet état de choses. Les Amis de la Terre notent d'ailleurs que les constructeurs d'automobiles avouent ne pas avoir d'autre parade technique rapidement disponible.

Leur seul argument est qu'il leur faut gagner du temps sur leurs concurrents. Mais, pendant ce temps, ceux-ci progressent et cette politique attentiste est négative dans un monde où la technique avance à pas de géant.

Le temps n'est plus de dire, comme les constructeurs, "Dans l'industrie, tout changement rapide est une catastrophe". La modernisation de notre industrie exige les efforts de tous et Monsieur L. Fabius ne nous contredira pas sur ce point.

LUTTE CONTRE LES PLUIES ACIDES

LA FRANCE INTENSIFIE SON EFFORT POUR PROTEGER LES FORETS FRANÇAISES FACE AU PHÉNOMÈNE PRÉOCCUPANT DES PLUIES ACIDES

Dans le cadre de la politique d'ensemble du Gouvernement en faveur de la forêt, Madame le Ministre de l'Environnement a présenté au Conseil des Ministres une communication sur les mesures nationales et communautaires, prises ou en discussion, en vue de combattre les pluies acides.

Les causes de ce phénomène complexe n'étant pas totalement élucidées, il convient de poursuivre les efforts de recherche entrepris. La France a déjà pris plusieurs initiatives en ce domaine : le Président de la République a proposé une conférence mondiale pour mobiliser la communauté internationale sur les atteintes aux forêts des pays du Nord et du Sud ; le Conseil des Ministres du 22 février 1984 a prévu l'accroissement du potentiel de recherche et d'observation et fixé l'objectif de réduction de moitié des émissions annuelles de dioxyde de soufre en France entre 1980 et 1990 ; le Premier Ministre a désigné M. Valroff, député des Vosges, comme parlementaire en mission chargé de préparer pour le Gouvernement les orientations stratégiques des actions nécessaires ; dans le cadre de cette mission, M. Valroff examinera la nature des mécanismes financiers permettant d'accélérer la lutte contre les pluies acides. Le Gouvernement contribue activement à la définition des normes européennes pour les grandes installations de combustion et la pollution automobile.

A cet égard, la France souhaite que les travaux des Communautés européennes, relatifs à l'essence sans plomb et aux pollutions de l'air par les gaz des moteurs, aboutissent rapidement, et elle demande que des mesures soient simultanément adoptées en ce qui concerne les émissions des poids lourds et l'harmonisation des limitations

de vitesse en Europe qui est la seule mesure capable d'apporter une réduction immédiate des pollutions automobiles. Le Gouvernement a décidé de renforcer la réglementation nationale pour les activités industrielles non visées par les normes communautaires. Cette réglementation concerne notamment les rejets d'oxyde de soufre, d'hydrocarbures, de chlore et de fluor, avec le souci d'une adaptation progressive de l'appareil industriel. Dans le même esprit, un

important programme de recherche est en cours pour le développement des technologies compétitives et propres, et la France a souligné le souhait que soit mis en oeuvre un programme communautaire de recherche sur le développement de technologies automobiles propres.

Le dossier de presse "Lutte contre les pluies acides" réalisé par le Ministère de l'Environnement peut être consulté à la FFSPN

57 rue Cuvier
Maison de Chevreuil
75005 Paris

— énergie —

Electricité et gaz (E.D.F.).

52362. — 25 juin 1984. — M. Marius Masse attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie, sur l'inquiétude qu'expriment d'une part l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, à l'égard de l'augmentation importante en 1983 de la consommation de carburants et d'électricité, et d'autre part E.D.F., qui sollicite l'aide de ses retraités pour parvenir à accroître l'écoulement de sa production. Il lui demande s'il n'y a pas là matière à contradiction, et si E.D.F. n'est pas victime d'une capacité de production qu'elle se doit impérativement pour contenir son déficit, d'écouler, et qui serait bien supérieure aux besoins présents et à venir de notre pays.

Réponse. — La politique énergétique de la France a pour priorité essentielle de desserrer la contrainte extérieure qui entrave sa croissance et comporte à ce titre deux volets complémentaires : 1° une politique de maîtrise de la demande, visant à modérer la progression des besoins en énergie et à substituer au pétrole des énergies alternatives ; 2° une politique de l'offre, par le développement d'énergies nationales à un prix compétitif, et la diversification des approvisionnements extérieurs indispensables. L'électricité représente à cet égard une opportunité considérable pour le pays et il importe d'optimiser l'utilisation de cette énergie qui est aujourd'hui, en raison de l'important effort d'équipement consenti par la collectivité, une énergie à 80 p. 100 nationale. L'industrie nucléaire française est la deuxième du monde. En 1990, le nucléaire constituera 75 p. 100 de la production française d'électricité contre moins de 30 p. 100 pour les autres pays développés. La France doit tirer le meilleur parti de cet avantage en développant les usages de l'électricité, en priorité dans son industrie, et en exportant l'électricité. Ainsi, lors du Conseil des ministres du 27 juillet 1983, une politique volontariste de développement des usages industriels de l'électricité a été décidée. C'est en effet dans ce secteur que le potentiel de développement des consommations est le plus important et que la pénétration de l'électricité aura le plus d'impact sur l'économie nationale. En conséquence, un objectif de placements supplémentaires de 5 milliards de kilowatt-heure par an dans le secteur industriel a été retenu à compter de 1985, l'objectif étant de 4 milliards de kilowatt-heure en 1984. Par ailleurs, les bons résultats réalisés à l'exportation d'électricité cette année et leurs perspectives d'ici la fin de la décennie devraient permettre de valoriser au mieux les disponibilités nucléaires, et concourir au retour à l'équilibre des comptes d'Electricité de France.

Source : Journal Officiel
Débats parlementaires
Assemblée Nationale
12 novembre 1984



FÉDÉRATION FRANÇAISE

DES SOCIÉTÉS DE PROTECTION DE LA NATURE

Ligue pour la Protection des Oiseaux

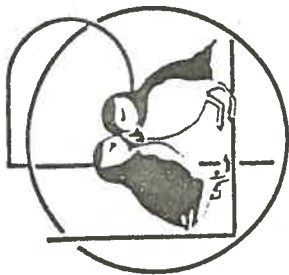


SOCIÉTÉ NATIONALE DE PROTECTION DE LA NATURE

MADAME, MONSIEUR,

NOUS VOUS PRIONS DE TROUVER CI-JOINT,
UNE PREMIÈRE LISTE DES SIGNATAIRES
DU MANIFESTE POUR LA SAUVEGARDE DU
PATRIMOINE NATUREL DE TERRE ADÉLIE
QUE NOUS AVONS LANCÉ LE 25 OCTOBRE
1984.

Paris, 10 Décembre 1984



GREENPEACE

équipement

MANIFESTE POUR LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATUREL DE TERRE ADELIE

L'archipel de Pointe Géologie en Terre Adélie, fraction du continent Antarctique dont la France n'est que gestionnaire, est un site exceptionnel pour son avifaune.

Le projet d'implantation d'une base aérienne de transit, essentiellement destinée au développement des recherches devant être menées à l'intérieur du continent Antarctique, fait peser une grave menace sur les richesses naturelles de cet archipel.

Le Comité international des Sages réunit à la demande de Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Dom-Tom "préconisant une réduction de l'activité générale humaine dans l'archipel" a déclaré ne pouvoir "qu'être défavorable par principe à tout projet d'extension des installations et donc au projet de piste".

Nous, soussignés, déclarons nous opposer au projet actuel et souhaiter qu'une étude sérieuse prenne enfin en compte les alternatives possibles (piste sur le glacier, navire polaire, meilleure coopération internationale, etc.) pour améliorer les liaisons avec la Terre Adélie et y permettre le maintien et le développement de la recherche sans dégrader le patrimoine naturel.

Enseignement supérieur et recherche

France Professeurs Jean DORST, Directeur du Muséum National d'Histoire Naturelle, Théodore MONOD, ASSENMACHER, FONTAINE, BUVAT, JOUVET, CARLI, membres de l'Institut. Professeurs LE DMEZET, GLEMAREC, LUCAS, PENOT, CARRON, GRAVELLE, BABIN, Université de Brest. Professeurs LEBRETON, membre du Haut Comité à l'Environnement, ROUX, DEMARCQ, BERTHET, Université de Lyon. Professeurs DEVILLERS, DE RICQLES, DOLLFUS, JOLY, TURQUIER, COLLENOT, Universités Paris VII et Pierre et Marie Curie. Professeurs RAMADE, SAMUEL, Université Paris Sud Orsay. Professeur VIVIER, Université de Lille. Professeur FLAMANT, Université d'Aix-Marseille. Professeur CARBIENER, Université de Strasbourg. Professeur LABEYRIE, membre du Haut Comité à l'Environnement, Université de Pau. Professeur FLAMANT, Université de Montpellier. Professeur HENRY, Ecole Polytechnique. Professeur LEFEUVRE, président du Comité Ecologie et Gestion du patrimoine naturel. Professeurs FROCHOT, Université de Dijon, BOURLIERE, président de l'International Association for Ecology, et Monsieur LECOMTE, président du Comité permanent du Conseil National de Protection de la Nature, mem-

bres du Comité International des Sages sur le projet de base aérienne en Terre Adélie, Jean Pierre RAFFIN, président de la commission "l'Environnement et l'Equilibre des Espèces et ses milieux" du Haut Comité à l'Environnement. Madame Germaine RICOU, Maître de recherche INRA Rouen. Yvon LE MAHO, professeur, DEJOURS, CNRS, Strasbourg, M. F. ROUX, Centre de Recherches sur la Biologie des Populations d'Oiseaux, Monsieur Roger BELBEOCH, physicien nucléaire, Saclay. Anne COLLET cétologue, Centre d'Etude des Mammifères marins, La Rochelle.

Grande Bretagne Professeur Mason, Université d'Essex.

Nouvelle Zélande Docteurs C.R. Wallace, C.S. Nelson, C.G. Harfoot, Université de Waikato. Professeurs D. Mac Gregor, A.F. Mark, G.P. Leader, Université d'Otago. Professeurs R.L.W. Argrill, J.A.F. Garick, Docteur P.J. Barret, Monsieur le Maître de Conférence Sir Charles Flemming, Sir Guy Powles, Université de Wellington. Professeur Young, Université d'Auckland.

Suisse Professeurs Giorgio Pilleri, cétologue. E. Lang, Centre de recherche ornithologique. H. Burla, Université de Zurich. Docteurs P. Roch, Genève, R. Hainard, Bernex.

Suède Professeurs Lundberg, Académie Royale des Sciences, Stromberg, Bengt, Humbendick, Directeur honoraire du Muséum d'histoire naturelle. Docteur Dybern, Institut de recherches marines.

Danemark Professeurs Bent Jorgensen, Institut de zoologie, Copenhague, Bent Muus, Niels Haarlov, Arne Stinus.

Associations scientifiques - organismes de recherche

- Institut européen d'écologie
- Conseil de la Société d'écologie
- Association des Biologistes du Québec
- Société zoologique de Francfort
- Département de zoologie de l'Université d'Auckland (Nouvelle Zélande)

Mouvements et associations de protection de l'environnement

international : Conseil international pour la protection des oiseaux (CIPO)
 Greenpeace
 Fondation Cousteau

France : Fédération française des Sociétés de protection de la nature
 Ligue pour la protection des oiseaux
 Société nationale de protection de la nature
 Les Amis de la terre
 Espace pour Demain
 Les Verts

R.F.A. : World Wildlife Fund
 Deutscher Tierschutzbund (Société pour la protection des animaux)
 Deutscher Bund für vogelschutz

Belgique : World Wildlife Fund

Suisse : Comité d'action pour la défense des animaux en péril
 World Wildlife Fund Suisse Romande
 Laurent Rebeaud, Président du Parti écologiste, Genève

Suède : Fältbiologerna

Danemark : World Wildlife Fund

Nouvelle Zélande: Les Amis de la terre
 Focus on Antarctica
 Royal forest and bird protection
 Action for environment
 Antarctic and Southern ocean coalition
 Environment and conservation organization

	<u>Parlementaires</u>	<u>Australie</u>	Bob Brown
<u>France</u>	Alain Bombard (Député au Parlement européen)	<u>Nelle Zélande</u> :	Hélène Clark
	Marcel Dehoux (Assemblée Nationale)		Annette King
	Jean Gallet ,,		Noel Scott
	Amedée Renault ,,		Michael Cullen
	Firmin Bedoussac ,,		Fran Wilde
	Jean Lacombe ,,		James Anderton
	Jean Claude Mezières ,,		Clive Matthewson
	Georges Mesmin ,,		Bruce Gregory
	Roger Rouquette ,,		Ruth Richardson
	François Loncle ,,		Robson Storey
	Emile Koehl ,,		Katherine O'Regan
			Roger Maxwell
<u>Suède</u>	Oswald Soderqvist		Robert Talbot
			Graeme Lee

PERSONNALITES

Marguerite Yourcenar
Henry Cartier-Bresson
Olivier Messiaen
Renaud
Jean Messagier
Hervé Bazin et sa famille
Brigitte Bardot
Paul Guth
Benofte Groutt
Siné
Roland Topor
Jacques Paris-de-Bollardiére
Roland Cat
Nino Ferrer
Raymond Devos
Georges Blond
Roger Blachon
André Franquin
Jacques Tardi
Jean Solé
Pierre Pellerin
Jean Carlier
Jean-Jacques Barloy
Brice Lalonde
Alain Bougrain Dubourg
Philippe Druillet
Michel Bridenne
Maryse de la Grange
Charlotte Jullian
Yves Lecocq
Bernard Sauvat
Dave

ENVIRONNEMENT

*Départements et territoires d'outre-mer
(terres australes et antarctiques : transports aériens).*

53801. — 23 juillet 1984. — M. Georges Meslin demande à Mme le ministre de l'environnement si une étude d'impact, conforme aux prescriptions de la loi de 1976, sera entreprise au sujet de l'établissement dans l'archipel des îles (Antarctique) d'une piste d'atterrissage. Il lui demande si cette étude sera réalisée dans le délai de six mois préconisé par le Comité des sages en mars 1984. Dans la négative, si cette étude sera faite rapidement.

Réponse. — Le projet de construction d'une piste d'aviation à Pointe Géologie a soulevé une vive émotion dans l'opinion publique du fait de son impact sur les populations d'oiseaux colonisant ce site d'un exceptionnel intérêt pour l'étude de l'avifaune antarctique. Un premier document qualifié d'étude d'impact et ne répondant pas plus aux obligations posées par la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature qu'aux engagements pris dans le cadre du Traité de l'Antarctique a été réalisé par les expéditions polaires françaises. Pour répondre à ces insuffisances soulignées par le rapport d'un Comité des sages réuni à la demande du gouvernement, une nouvelle étude d'impact a été réalisée par le maître d'ouvrage. Ce document correspond bien à ce qu'on attend d'une étude d'impact. Il a été mis à la disposition du public pour consultation.

Source : Journal Officiel
Débats parlementaires,
Assemblée Nationale
12 novembre 1984



LA DERNIERE GRANDE FORET ALLUVIALE D'EUROPE VA-T-ELLE DISPARAITRE ?

Si nous ne réagissons pas, certainement ! Si nous réagissons, peut-être pas...

En Autriche, la Donaukraftwerk (c'est l'EDF du coin...) s'est mise en tête de construire un barrage sur le Danube (digue de 18 mètres de haut) sur le site de Hainburg, secteur où subsiste encore la plus belle forêt alluviale d'Europe, la forêt d'Auwald.

Les protecteurs de la nature autrichiens, de très nombreux scientifiques se battent sur le terrain contre ce projet démentiel. Nous devons les aider. Comment le faire ?

En écrivant très nombreux à :

M. l'Ambassadeur d'Autriche
6 rue Fabert
75007 Paris

pour exprimer votre indignation devant le projet de construction du barrage hydroélectrique de Hainburg sur le Danube.
(Envoyez-nous copie de votre lettre).



EN AUTRICHE, ILS ONT AUSSI

„DES HOMMES AU SERVICE DES HOMMES”...

— tourisme —

REGLES DE VOL DES ULM

La réglementation de survol des avions est basée sur le principe que ceux-ci doivent rester à un niveau suffisant pour permettre un atterrissage d'urgence sans toutefois mettre les personnes ou les biens en surface en danger.

En zone de campagne, en dehors des lieux de décollage et d'atterrissage, les avions (sauf les hélicoptères) doivent voler à une hauteur d'au moins 50 mètres au-dessus du sol, de l'eau ou de tout obstacle naturel et à au moins 150 mètres lorsqu'il y a une personne ou un obstacle artificiel (fixe ou mobile), quel que soit le lieu où ils se trouvent.

En zone d'agglomération, la réglementation est un peu plus complexe car celle-ci varie suivant le type d'avion et l'importance du rassemblement de personnes ou d'animaux.

Il est à noter que le texte ne précise pas s'il s'agit de rassemblements domestiques ou sauvages.

En conséquence, il peut être possible d'obtenir au moins une augmentation de la hauteur minimale de survol, en particulier pour certaines zones où il n'existe pas de législation particulière à ce propos, comme pour les Parcs Naturels Régionaux et les Réserves Naturelles. C'est ce qui est en train de se réaliser pour les marais de Brière (zone particulièrement fragile située dans le Parc Naturel Régional de Brière).

Par ailleurs, le département du Jura a pris un arrêté préfectoral interdisant la pratique du delta-plane ou vol libre auprès de certaines falaises nicheuses du faucon pèlerin durant la période de reproduction de cette espèce. Une jurisprudence utile !

NOUVELLES PRATIQUES DE L'EMPLOI

CONTRIBUTION DU RESEAU TOURISME A L'A.G. 85 "COMMUNICATION ET NATURE"

Dans le cadre du Réseau Tourisme, il est apparu intéressant et utile de rencontrer les grandes compagnies d'assurances. L'objectif est d'atteindre, par cette voie, un public qui ne vient pas encore à nous : c'est un public peu sensibilisé à nos préoccupations et beaucoup plus large que celui que nous touchons habituellement.

Ainsi, à l'instar de la F.R.A.P.N.A. 74 qui a contacté tous les agents d'assurances de son département, le Réseau Tourisme a écrit aux compagnies les plus importantes.

Une première réponse tout à fait positive est venue du président de la M.A.I.F. Il nous a fait part d'expériences déjà menées par l'Association pour la Prévention - M.A.I.F.

Ainsi, l'action récemment animée par son antenne de Perpignan conjointement avec les Assurances Mutuelles Agricoles "rame" dans notre sens. En effet, cette action visait à participer à la sauvegarde de la forêt méditerranéenne. L'A.P. M.A.I.F. a réalisé un fascicule pédagogique (envoyé gratuitement à TOUS les établissements scolaires du département) complété d'un jeu de 16 diapos (à emprunter).

Ces documents ont aussi servi aux interventions menées dans 7 écoles de villages ayant particulièrement souffert d'incendies ; chacune consistait en :

- la sensibilisation des élèves à la protection de la forêt (ceux-ci ont pu analyser le processus de dégradation du patrimoine végétal, en évaluer les conséquences écologiques pour la région et, par ce biais, réfléchir aux moyens de prévenir les incendies de forêt),
- l'organisation d'une réunion publique d'information et de sensibilisation dans les villages, avec la participation d'organismes concernés par ce problème (S.R.A.F., Protection Civile, D.D.A., associations locales...).

Le bilan nettement positif de cette campagne devrait nous encourager à prendre contact avec chaque délégation départementale M.A.I.F.

LA FONDATION POUR LA VIE ASSOCIATIVE (FONDA) A ORGANISE LE 17 NOVEMBRE 1984 A ANGERS UN COLLOQUE SUR LE THEME "NOUVELLES PRATIQUES DE L'EMPLOI, NOUVEL ENJEU SOCIAL". MADAME HUGUETTE BOUCHARDEAU, MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, Y A ETE INVITEE POUR PARLER DU ROLE DES ASSOCIATIONS FACE A LA CRISE ET AU CHOMAGE. NOUS PRESENTONS CI-DESSOUS QUELQUES EXTRAITS DE SON INTERVENTION LORS DE CE COLLOQUE.

Lorsque ce colloque a été annoncé, je tenais

beaucoup à y être présente, parce que le travail que j'ai pu faire avant d'être Ministre, mais aussi le poste de Ministre de l'Environnement, tout cela fait que j'ai toujours été amenée à considérer le travail avec les associations comme l'un des éléments importants de l'évolution sociale dans notre Pays, et c'est de cela que j'aimerais parler. (...)

Ce que nous sommes en train de vivre, est irréversible. Ce que cette mutation condamne comme dépassé, ce n'est pas seulement tout un pan de notre organisation socio-économique mais ce sont aussi les modalités et les formes de la contestation de cette organisation, les formes de la revendication dans cette organisation et de la recherche des alternatives à cette organisation.

C'est pourquoi, tout à l'heure, j'ai beaucoup apprécié le dialogue qui avait lieu à cette table où l'on se demandait s'il fallait que les salariés du monde associatif se définissent avec les mêmes droits que les autres. Quelqu'un disait : "il faut toujours qu'il y ait, de façon bien claire, bien nette, l'entrepreneur qui salue et le salarié". Et il est vrai que l'on peut, que nous pouvons tous, avoir peur de regarder en face ce qui pourrait être posé au fond par les mutations que suggère le monde associatif, dans l'organisation sociale d'elle-même.

Or, je crois que l'on peut dire, sans démagogie particulière à votre égard, que le monde associatif est probablement un des outils les mieux adaptés à ce genre de mutation. La bonne vieille loi du 1er juillet 1901 aura en effet permis aux associations de traverser notre siècle et de répondre à une multitude de besoins qui sont extraordinairement différents les uns des autres. Mais, ce qui est plus remarquable encore, c'est que la "natalité associative" (si vous permettez que j'emploie ce terme) a véritablement explosé au cours des années 70, c'est-à-dire au moment même où la crise s'installait, où la mutation commençait.

Depuis lors, il me semble que le dynamisme associatif n'a jamais cessé de coller à ce que j'appellerai "la topographie du changement social" ou au mouvement social : l'action culturelle, les luttes des femmes, la consommation, l'écologie, la technologie ; à chacune de ces phases d'évolution importante du mouvement social, de "vibration" si on peut dire, de ce qui est vivant et de ce qui émerge, apparaissent de nouveaux types d'associations.

Ce sont autant de domaines qui, les uns après les autres, ont connu leur boom associatif, avec, bien sûr, après chaque phase, la mort de certaines associations. Mais, après chaque phase aussi, la permanence d'un monde associatif stable qui continue à représenter ce qu'il y a de vivant dans ces phases de la vie sociale.

Il était donc inéluctable qu'à l'heure de la modernisation industrielle et du tournant économique des années 80, mais aussi au moment où le chômage est le problème social numéro 1, les associations s'emparent des problèmes économiques et de l'emploi. (...)

Mais il y a une autre raison pour que le Ministre de l'Environnement s'intéresse tout particulièrement au monde associatif et aux emplois qu'il peut créer. Lorsqu'on s'occupe d'environnement, on est forcément confronté à propos de toutes sortes de questions (pollution des rivières, assainissement de l'air et destruction des forêts, incohérences des dégâts du progrès), au problème du modèle de développement dans lequel se trouve une société, auquel est confrontée cette société que cette société tente d'accomplir. Il se trouve qu'au Ministère de l'Environnement, nous réfléchissons depuis pas mal de temps déjà, sur la manière dont nous pouvons essayer de préconiser des développements d'emplois. Petites structures d'emplois qui font comme une sorte d'économie, de résistance, pour éviter, par exemple, l'effritement de la vie active dans le monde rural et, partant, la dégradation des milieux naturels. Je pense, en particulier, à ce qu'il advient des zones qui se désertifient dans les campagnes, des forêts qui s'embroussaillent (et qui coûtent si cher ensuite en heures de Canadiens pour lutter contre les incendies de forêts) ; je pense à tout ce travail d'entretien quotidien dont je vais parler tout à l'heure à propos des T.U.C., d'une autre manière que le représentant de Michel Delebarre, mais ce sera absolument complémentaire. (...)

N'existe-t-il d'économie que celle qui met le profit au premier rang ? Ne peut-il exister une économie riche de valeur d'entreprise, sans qu'il y ait forcément à la clé - et simplement cela - le besoin et le goût de faire de l'argent ? (...)

Dans une société, d'autre part, où l'Etat se décentralise et où on admet que des besoins sociaux croissants ne peuvent être satisfaits ni par un surcroît d'Etat-Providence, ni par le recours pur et simple au secteur marchand, il y a place aussi pour une catégorie de services qui, s'ils sont nécessaires à l'économie générale n'entrent pas - mais pas du tout ! - dans ce qu'on appelle "les logiques économiques" traditionnelles. C'est bien là l'analyse qui préside, au moins du point de vue du Ministre de l'Environnement, à la mise en place des travaux d'utilité collective.

Ceux-ci ne se substituent pas aux autres moyens de la lutte contre le chômage (cela a été répété), ils s'y ajoutent, et il faut organiser leur coordination. Cette multiplicité des dispositifs est nécessaire parce que l'ampleur de la reconversion économique interdit de croire qu'on pourra supprimer le chômage du jour au lendemain. Parce qu'il fallait ajouter, donc, aux filières de formation (on en a parlé), un dispositif plus souple, confié à des partenaires qui ne relèvent ni du secteur marchand, ni de l'Etat, un dispositif décentralisé parce que la solidarité n'a de réalité humaine qu'au niveau local. C'est nécessaire, enfin, parce que - vous l'avez souligné - certains jeunes chômeurs ont besoin d'une "qualification sociale" autant que d'une qualification professionnelle - et j'aimerais bien qu'on insiste sur cet aspect des choses.

Mais je voudrais ajouter que les travaux d'utilité collective répondent, à mes yeux, à un double objectif : d'une part, c'est la prise en charge active des jeunes chômeurs les plus démunis, c'est une action de solidarité, un refus d'une société d'exclusion. Mais aussi, et à plus long terme, (et c'est là que je pense devoir introduire des préoccupations de contenu) c'est l'émergence de besoins collectifs non satisfaits qui peuvent conduire à la création d'activités nouvelles et d'emplois.

Depuis que nous nous occupons de ces travaux d'utilité collective, je dis souvent que le terme que j'ai en charge de mettre en valeur entre "travaux", "utilité" et "collective", c'est "utilité". Je veux dire qu'il est important de faire oeuvre de solidarité, il est important que les jeunes ne se trouvent pas démunis, privés de qualification sociale, mais il est important aussi de se dire que notre société est loin de satisfaire à tous les besoins auxquels elle se trouve devoir faire face, et qu'il y a tout un gisement de tâches utiles qui ne sont pas remplies dans la société actuelle. Croyez bien que, là, le Ministre de l'Environnement en sait quelque chose ! (...)

Il fut un temps où il existait, dans l'activité agricole par exemple une prise en charge spontanée de ces tâches d'entretien. Cela a aujourd'hui disparu. Il y a là, donc, des travaux qui sont réellement utiles et dont il faut absolument essayer de faire le tour parce que,

aussi, ne relevant pas (et heureusement !) d'une intervention lourde de l'Etat qui ajouterait encore à la société d'assistance, ces travaux sont cependant indispensables au maintien de l'activité sociale.

Il y a donc création d'activités de services nouvelles, création aussi - et je voudrais insister sur ce point - d'activités productives nouvelles. Je pense ainsi tout particulièrement à l'identification, à la mobilisation et à la valorisation de ressources, jusque là inexploitées, qu'il s'agisse de la récupération ou de l'élimination des déchets ou de la mobilisation des ressources naturelles, qui sont ignorées en période de prospérité. (...)

Je pense, donc comme vous, que les associations "entrepreneuriales" ne doivent pas être soumises à un statut dérogatoire qui les confinerait dans la marginalité ; mais qu'elles doivent bénéficier des moyens spécifiques qui leur permettront de s'intégrer et de faire face à un certain nombre de contraintes économiques. (...)

Je vois, pour ma part, dans ce phénomène, le rejet du travail abstrait, autant que celui des bureaucrates et de la délégation du pouvoir ; mais je n'y vois pas forcément le refus du pragmatisme économique, ni le refus de toute espèce d'action collective. J'y vois, au contraire, l'émergence d'un espace culturel qui, s'il n'est pas absolument conforme à nos projets de société de naguère, n'est pourtant étranger ni à la vocation du monde associatif, ni (vous me permettrez ce sacrifice à mon vocabulaire préféré) ce que j'entends par autogestion.

Huguette BOUCHARDEAU

NATURE EN RESERVES :

NATURE EN CONSERVE ?

Ce colloque organisé par l'Association des Journalistes écrivains pour la nature et l'écologie et la Filière écologie de Paris8, aura lieu les vendredi 1er et samedi 2 février, dans les locaux de Paris 8. Tous les participants inscrits avant le 25 janvier se verront envoyer ou réserver un dossier complet. Ils recevront de toutes façons un courrier leur donnant des précisions sur le colloque et des explications sur l'art et les manières de venir à l'université.

Ce colloque se veut avant tout un lieu de confrontations d'expériences sur une série de thèmes : le tourisme, les conflits d'usage de l'espace, la chasse, la pédagogie, les activités scientifiques, les systèmes de financement, les réserves abandonnées, la gestion associative, les rapports avec les élus locaux, les modes de protection, etc.

Le principe : des interventions brèves qui donnent largement le temps de répliquer à la salle. La priorité sera toujours donnée, dans les interventions, à ceux qui peuvent témoigner de ce qui se passe dans leur réserve ou dans leur région. C'est ce système qui avait permis au colloque précédent, consacré aux parcs nationaux, d'être largement repris par la presse nationale et la presse régionale.

Pour s'inscrire, pour se renseigner : Daniel EDEL
Filière écologie, Université de Paris 8,
2, rue de la Liberté
93526 ST DENIS
Tél. (1) 821.63.64, Poste 12.93

DES FILMS POUR AIDER LA MER

Dans le cadre du Salon Nautique, le Secrétariat de la Biennale Européenne du Film sur l'Environnement et l'Association Greenpeace proposent en coopération,

UNE JOURNEE NON-STOP DE PROJECTIONS DE FILMS SUR LA MER ET L'ENVIRONNEMENT MARIN

le vendredi 18 janvier, de 10 à 22 heures, dans la salle de cinéma du C.N.I.T., à la Défense.

Le billet Salon Nautique donnera droit à l'accès gratuit aux projections.

communication

NE TIREZ PAS (TOUJOURS)

SUR LE JOURNALISTE

Il est idiot de condamner l'ordinateur en oubliant l'homme qui l'a inventé, construit, programmé et sans lequel il ne serait qu'un tas de ferraille. De même il faut chercher l'homme derrière les médias. Après les avoir approchés plus ou moins (voir le numéro précédent de "La Lettre du hérisson") le candidat-utilisateur ne devrait donc pas tirer des rafales de critiques avant d'avoir fait connaissance avec les hommes et les femmes qui les font vivre, prospérer ou... périliter par les temps qui courent. Plus disposés qu'on ne le croit à entr'ouvrir ou même à ouvrir leur porte à ceux qui veulent bien ne pas les considérer seulement comme un nom et une adresse à taper sur une enveloppe. Ainsi j'ai constaté que les relations entre militants écologistes et médias sont plus fructueuses dans les régions où des contacts personnels sont noués puis entretenus. Et sauf cas de blocages notoires, plus fructueuses en province où tout le monde se connaît qu'à Paris où les interlocuteurs éventuels sont si nombreux et si souvent victimes de changements d'affectations que tenir à jour les organigrammes des rédactions relève de la performance. Performance rentable lorsqu'on finit par ne plus dire : "Tu devrais téléphoner à "Ouest-France" ou "Libération", à Europe 1 ou FR3" mais plutôt : "Appelle Untel ou Unetelle"... avec lesquels vos relations permanentes sont assez cordiales pour qu'il ou elle ne fasse pas la sourde oreille lorsque le téléphone sonne. Surtout si à l'occasion, on casse la croûte ensemble - même quand on n'a rien à demander - et l'on va jusqu'à échanger des nouvelles des gamins.

Tout n'est pas réglé pour autant car les journalistes en rapport avec nos associations sont rarement directeur, rédacteur en chef ou même chef des informations. Plus logiquement, ils sont souvent simples reporters envoyés à la conférence de presse ou rédacteurs chargés de dépouiller communiqués et dossiers reçus au courrier : un courrier si abondant qu'il vous dicte d'être bref si vous souhaitez être remarqué et - mieux - retenu pour publication. Quoi qu'il arrive il ne faut pas que les bons rapports entretenus vous fassent confondre le journal, la station de radio ou de télévision avec le journaliste que vous connaissez et que vous auriez tort de rendre responsable de toute bavure : "Il" ne m'a pas publié ceci... "Il" ne m'a pas diffusé cela..." alors que ses supérieurs ont décidé et que lui, s'est souvent battu en vain pour que "ça passe"... Ce n'est donc pas à lui ou à elle qu'il faut en vouloir.

On aurait tort de traiter en adversaire un allié objectif. Digne au contraire, d'être aidé en lui fournissant des informations valables, exclusives le plus possible, des dossiers chauds, des communiqués clairs, des textes aux titres accrocheurs qui incitent à la publication en bonne place, etc... Tous documents qui le valorisent lui-même et lui donnent plus de poids au sein de la rédaction pour diffuser ce qui vous intéresse. Il vous en saura gré et affermira son goût pour la rubrique "Environnement" qu'on lui a confiée. Récemment parfois. Aidez-le à se mettre au courant sans tenter de le manipuler et vous verrez se transformer sa curiosité professionnelle en sympathie ou même en conviction : plus que les autres, cette rubrique fait des adeptes. Sachons en profiter. Surtout si le journaliste fait son métier honnêtement, ce qui est plus fréquent qu'on ne le croit, malgré les risques. Je pense à tel confrère qui s'est entêté à ne pas modifier un compte-rendu malgré les pressions de l'EDF : avant son départ pour l'exil comme correspondant aux antipodes, j'ai tenu à lui dire mon estime amicale (ça lui fait une belle jambe !) mais à l'époque, aucun des écologistes qui l'avaient longtemps approché et apprécié ne s'est ému. Dure la solitude du coureur de fond ! Oui, évitons de nous tromper de cible lorsqu'une colère de militant - trop souvent justifiée - nous amène à maudire "les" journalistes en même temps que les médias. Evitons même la simple gaffe. Exemple celle faite par un militant "Vert" lors d'un congrès. Ayant à se plaindre d'un grand quotidien parisien, il dressait un vigoureux réquisitoire sans avoir pris la peine de remarquer que ce quotidien était le seul représenté dans ce congrès siégeant en province. Le confrère (et ami) venu s'asseoir à côté de moi, n'a pas bronché mais son sourire me rappelait qu'il avait pris lui-même la décision de faire le voyage sans en parler à son chef qui l'aurait sans doute désapprouvé. J'ai pris la parole pour éviter que pareille bavure se reproduise. Au moins jusqu'au soir !

Le rire étant l'un des moyens de communication les plus efficaces, je vous renvoie pour conclure à l'album de Lucky Luke intitulé "Le Daily Star" (le nom de l'un de ces journaux "retro" du Far-West). Il raconte les tribulations d'un journaliste qui s'entête à écrire ce que personne n'ose dire. Les notables corrompus qu'il attaque mènent la vie dure à ce coyote - jusqu'à détruire son imprimerie - mais heureusement pour lui, dans ce bon vieux Far-West du siècle dernier, la rubrique "Environnement" n'était pas encore inventée. Sinon son destin aurait été pire. A propos de Far-West, rappelez-vous l'habituelle pancarte des saloons : "Ne tirez pas sur le pianiste"... Ca rime avec "journaliste" et même avec "lampiste".

Jean Carlier

Prochaine chronique

COMMUNIQUER AVEC QUI ?

VOLONTARIAT ET FORMATION

LE SERVICE FORMATION DU CENTRE NATIONAL DU VOLONTARIAT ORGANISE DES STAGES DE FORMATION SPECIALISES, DESTINES AUX MEMBRES DES ASSOCIATIONS AFIN DE LEUR PERMETTRE UNE MEILLEURE GESTION DE CELLES-CI.

GERER LES FINANCES D'UNE ASSOCIATION

Ce stage est destiné aux trésoriers et comptables des associations et aux bénévoles qui souhaitent le devenir.
Il se fera en deux sessions.

Première session : Initiation à la comptabilité

Participants : personnes n'ayant pas ou peu d'expérience en la matière

date : le 5 et 26 février 1985

horaires : 9h00 - 16h30

prix : 100,00 F

Deuxième session :

Participants : personnes qui ont suivi la session d'initiation ou celles qui ont déjà une expérience pratique

date: jeudi 7, 14 et 21 mars 1985

horaires : 9h00 - 16h30

prix : 150,00 F

Animateur de deux sessions : M. Juette
Inscription et lieu du stage :

Service Formation
Centre National du Volontariat
130 rue des Poissonniers
75018 Paris
Tél. : 264.97.34

Les thèmes des autres stages proposés par le Centre National du Volontariat :
Parler en public (28.01, 4 et 11.02.85)
Accueillir, écouter et conseiller (8,15, 22.03.85)
Conduire une réunion ou y participer (25.04 et 2 et 9.05.85)
Pour tout renseignement s'adresser au Centre,

Date limite de remise des articles pour la Lettre du Hérisson (Janvier-Avril 85)

Pour le n° du :	Date limite
15 Janvier	10 Janvier
1 Février	24 Janvier
15 Février	7 Février
1 Mars	21 Février
15 Mars	7 Mars
1 Avril	23 Mars
15 Avril	4 Avril

Toutes les personnes qui souhaitent publier un article dans la Lettre du Hérisson sont toutefois priées de ne pas attendre la dernière minute pour l'envoyer. La rédaction de la Lettre du Hérisson serait heureuse de le recevoir un peu avant la date limite.

La FFSPN recherche pour poste PARIS un objet-
teur de conscience disponible rapidement pour :

stands - expo - actions promotionnelles diverses-
réalisation de maquettes et panneaux

Permis B exigé- Voiture souhaitée

Candidature à adresser ou téléphoner à :

FFSPN
Véronique DUBLANCHE
57, rue Cuvier
75231 PARIS CEDEX 05

Tél. (1) 336.79.95

LISTE DES ARRETES DE BIOTOPE

Vous trouverez ci-après la liste des arrêtés de biotope établie par le Ministère de l'Environnement. C'est une formule plus souple que la réserve naturelle et plus adaptée à la protection de petits espaces dont l'intérêt n'est pas national. La liste ci-jointe prouve qu'il reste beaucoup à faire. Au cas où vous connaîtriez des arrêtés non cités ici, vous pouvez les signaler au Service des Réserves du Ministère de l'Environnement, en nous envoyant une copie. Merci.

J.P.LE DUC

LISTE DES ARRETES DE BIOTOPE

1984

SITE	DEPARTEMENT	COMMUNE	BIOTOPE PROTEGE ET SUPERFICIE	DATE ET NUMERO DE L'ARRETE
ALSACE				
- Carrières d'Osbourg	Haut Rhin	Guebetschwiller	Faucon Pélérin - 20 ha	07.06.82 n° 70944
- Beinheim	Bas Rhin	Beinheim	Héronnière	14.03.83
- Tourbière du See d'Urbes	Haut Rhin	Fellering, Urbes	Tourbière - 20 ha	21.07.83 n° 73972
Zone complémentaire de protection de la tourbière dite See d'Urbes	Haut Rhin	Fellering, Urbes	Tourbière - 9,8 ha	+ complément 04.06.84 n° 76439
AQUITAINE				
- Lanton	Gironde	Lanton	Aligrettes garzettes (Pgretta garzetta)	01.08.83
- Site biologique de Coucurren	Lot et Garonne	Fargues sur Ourbise Ambrus Pompicy Coucurren		06.10.83
- Iles du Barrage de Mauzac et Grand-Castang	Dordogne	Mauzac Grand-Castang	Biotope remarquable, par la variété et la rareté des espèces d'oiseaux qui s'y abritent. Environ 15 ha	30.10.84 n° 841.833
AUVERGNE				
- Bas en Basset (secteur du Caill sur l'île de la Garenne)	Haute Loire	Bas en Basset	Héronnière de hérons bivoireaux installée dans une ancienne gravière - 27 ha	20.05.81 modifié le 24.05.82 (adoucissement des contraintes relatives à la pêche)
- Marais de Lascols	Cantal	Cusseac	Zone humide - Lieu de nidification et halte sur une voie de migration ornithologique environ 100 ha dont 17 ha maintenus en eau	11.08.83 n° 83969
- Tourbière de Rascoupet		Landeyrat	Présence de plusieurs espèces végétales protégées : Drosera rotundifolia, Andromeda polifolia	21.12.82 a fait l'objet d'une annulation pour vice (absence de consultation de la CDS et de la Chambre d'agriculture).
Tourbière de Rascoupet et du Creil	Cantal	Landeyrat	Espaces végétales protégées 11 ha 37 a 01 ca	09.10.84 n° 84.946

LISTE DES ARRETES DE BIOTOPE (suite)

1984

SITE	DEPARTEMENT	COMMUNE	BIOTOPE PROTEGE ET SUPERFICIE	DATE ET NUMERO DE L'ARRETE
BASSE NORMANDIE				
- La Vire	Manche	Lit de la Vire, domaine public fluvial	Protection du saumon	25.07.83
- Cordons dunaires de l'anse de Saint Martin, de la Mondrée, la baie de Tocqueboeuf, le Hable et la Mare de Jourdan, la Fosselette, la pointe des Mares, l'anse de Gatteville	Manche	Omonville-la-Petite, Fermanville, Cosqueville, Vrasville, Gouberville, Gatteville-Phare	Protection du Chou marin (Crambe maritima)	20.08.84 n° 84.1789
BORUGOGNE				
-				
BRETAGNE				
- Ilot d'Iniz er Hour	Morbihan	Rivière d'Étel	Modification des Sternes	14.04.80
- Ilot de logoden	Morbihan	Rivière d'Étel	Modification des Sternes	21.04.83
CENTRE				
- Ile du Val d'Auron et ses abords	Cher	Bourges	Intérêt avifaunistique	15.12.80
- Pointe de Gourpain	Loiret	St Pryve St Mesmin	Passereaux-Forêt alluviale	07.07.81
- Héronnière du Gourpain	Loiret	Ouvrouer-les-Champs	Héron cendré	07.07.81
- Ile Garaud	Indre et Loire	St Patrice	Héron cendré	20.02.83
- Puy du Chironais	Indre et Loire	Chânon - Beaumont en-Véron	"Gagea Bohémica" Site botanique	28.02.83
- Marais de Jean Varenne	Indre	Thizay, St Aoustille	Intérêt avifaunistique et floristique - 93 ha 85 a 40 ca	14.04.83 n° 83E898
- Grève de Guissy (site F1)	Loiret	Lion-en-Sullias, Ouzover-sur-Loire	Sternes	25.08.83

LISTE DES ARRETES DE BIOTOPE (suite)

20 NOV 1984

SITE	DEPARTEMENT	COMMUNE	BIOTOPE PROTEGE ET SUPERFICIE	DATE ET NUMERO DE L'ARRETE
<u>CENTRE (suite)</u>				
- Grève de Germiny (site F2)	Loiret	Germiny-des-Près, Guilly	Sternes	25.08.83
- Grève de Sandillon (site F3)	Loiret	Sandillon-Bou	Sternes	25.08.83
- Grève de Mareau (Site F4)	Loiret	Mareau-aux-Près, Chaingy - St Ay	Sternes	25.08.83
- Ile aux Moutons	Indre et Loire	Montlouis sur Loire, Vernou sur Brenne	Sternes	19.01.84
- Sites biologiques d'Ecluzelles	Eure et Loir	Ecluzelles	Crapauds "Sonneurs à ventre jaune" (Bombina variegata)	29.08.84
<u>CHAMPAGNE</u>				
- Tourbière des Hauts Buttés	Ardennes	Montherme	Tourbière	13.06.83 n° 577
<u>CORSE</u>				
aucun arrêté de protection de Biotope n'est en vigueur en Corse				
<u>FRANCHE-COMTE</u>				
- Falaises de Vulvoz	Jura	St Claude-Vulvoz	Faucon pèlerin	02.06.82 n° 623
<u>HAUTE NORMANDIE</u>				
aucun arrêté de protection de Biotope n'est en vigueur en Haute Normandie				

LISTE DES ARRETES DE BIOTOPE (suite)

30 NOV. 1984

SITE	DEPARTEMENT	COMMUNE	BIOTOPE PROTEGE ET SUPERFICIE	DATE ET NUMERO DE L'ARRETE
LANGUEDOC-ROUSSILLON - Site du Grand Tétras	Pyrénées Orientales		protection du grand Tétras durant la période du chant, de la couvaison et l'élevage des nichées	25.10.83 n° 1941/83
LIMOUSIN - Tourbière de la Source des Dagues	Haute Vienne	Saint-Léger la Montagne	Tourbière : 199 ha 17a 45 ca	06.01.82
LORRAINE - Vallon de l'Arrot	Meurthe et Moselle	Bicqueley	Cagea lutea et leucojum Vernalum (plantes rares)	17.12.82
MIDI-PYRENEES - Zone du Palayre - Cours inférieur de la Garonne	Haute Garonne	Toulouse	héronnière protection des poissons d'altitude	28.12.81 19.10.84
NORD PAS DE CALAIS - Marck en Calaisais	Pas-de-Calais	Marck-en-Calaisais au lieu dit "le Fort Vert"	Intérêt avifaunistique et floristique	14.10.82
PAYS DE LA LOIRE aucun arrêté de protection de biotope n'est en vigueur dans les Pays de la Loire				

LISTE DES ARRETES DE BIOTOPE (Suite)

1984

SITE	DEPARTEMENT	COMMUNE	BIOTOPE PROTEGE ET SUPERFICIE	DATE ET NUMERO DE L'ARRETE
<u>PICARDIE</u>				
aucun arrêté de protection de biotope n'est en vigueur en Picardie				
<u>POITOU-CHARENTES</u>				
- Canal de Charrais	Charente Maritime	Breuil Magné	Héronnière - 260 ha 90 ca	10.02.82
- Plan d'eau du Cébron	Deux Sèvres	Saint Loup Lamairé Gorge, Lageon, Louin.	avifaune migratrice	26.09.83
- Chaumes de Sechebec	Charente-Maritime	Saint-Savinien	Présence de l'espace protégée Evax carpetanlange sur les chaumes - 33 ha 77 ca	02.10.84
<u>PROVENCE ALPES COTE D'AZUR</u>				
aucun arrêté de protection de biotope n'est en vigueur en Provence Alpes Cote d'Azur				
<u>REGION PARISIENNE</u>				
- Marais d'Episy	Seine et Marne	Episy	Tourbière	19.10.82 n° 697.82
<u>RHONE ALPES</u>				
- Les Brotteaux	Ain	Ambronay		13.03.80
- le Vallon du Rossand	Rhône	Courzieu - Montromant St Genis l'Argentière	205 ha	17.12.82 n° 1028.82
- La Montagne de Mandallaz	Haute Savoie	Balme de Sillingy - Sillingy	496 ha grande richesse du site en insectes et flore - Espèces méridionales	20.09.83 n° 336

SITE	DEPARTEMENT	COMMUNE	BIOTOPE PROTEGE ET SUPERFICIE	DATE ET NUMERO DE L'ARRETE
RHONE ALPES (suite)				
- La Montagne de Bise - Cornettes - Chaufé - Arvouan	Haute-Savoie	La Chapelle d'Abondance	1280 ha - Nombreuses espèces animales et végétales protégées	30.08.84 n° 335
- La Montagne du Mont de Grange	Haute-Savoie	Chatel - La Chapelle d'Abondance	1080 ha - Nombreuses espèces animales et végétales protégées	30.08.84 n° 366

La Lettre du Hérisson est la publication bimensuelle de la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature, de l'Office des Nouvelles Internationales.

Directeur de la publication : Y. BENASSI

Rédaction : F.F.S.P.N. - 57, rue Cuvier - 75231 PARIS Cédex 05

Impression : OFFICE DES NOUVELLES INTERNATIONALES - 8, Villa des Fleurs- 92400 COURBEVOIE.
Commission paritaire en cours

Vente par abonnement.